

PROLOGUE

Le samedi 7 décembre 2019, l'ancien chef du gouvernement Franz von Papen, retiré de toute vie publique depuis 1945, se présente avec un groupe de jeunes militants politiques de gauche devant le siège du parti chrétien-démocrate allemand (CDU), à Berlin, pour parler à la droite et la mettre en garde : alors que la tentation est forte de faire alliance avec l'extrême droite, l'ex-chancelier qui, en janvier 1933, a convaincu le président du Reich, Paul von Hindenburg, d'appeler Hitler au pouvoir, souhaite rappeler les leçons de l'histoire. Il les connaît bien, lui qui a œuvré et manœuvré pour constituer un gouvernement de coalition entre la droite et l'extrême droite !

Sur le papier, c'était pourtant un coup de maître : le « centre bourgeois » (*Bürgerliche Mitte*), très affaibli suite à une série de scrutins désastreux, s'adjoignait la force de frappe militante et politique d'un parti nazi certes en déclin, mais toujours assez puissant pour revitaliser une droite moribonde. Papen était plus que fier, en ce 30 janvier 1933, de présenter à la presse et au monde son gouvernement : il n'en était que vice-chancelier, car Hitler avait voulu en être le chef, mais il se félicitait de sa rouerie tactique. Hitler n'était qu'un amateur, flanqué d'une cohorte de poseurs, de gueulards et d'incompétents. Lui, Papen, le bien né, l'homme des élites et des réseaux de pouvoir, allait dresser (*zähmen*) le cabot autrichien et tenir les rênes. À un Hindenburg encore un peu hésitant, il avait promis que ce seraient bien les gens sérieux, ceux de l'industrie, du lobby agrarien, de la banque,

de l'armée et de l'aristocratie, qui donneraient le *la*. De cet Hitler, qu'il avait appris à connaître lors de déjeuners et des dîners discrets chez le banquier Kurt von Schröder ou chez le négociant Joachim von Ribbentrop, un vieil ami, il ne ferait qu'une bouchée : « Je vais tellement l'acculer dans un coin de la pièce qu'il va couiner¹ », disait Papen, qui avait réduit la participation ministérielle nazie à la portion congrue.

La droite dominait le cabinet Hitler, que la communication gouvernementale appelait à juste titre le cabinet Hitler-Papen : trois nazis sur douze membres à peine ! À part le chancelier, on n'y comptait qu'un ministre sans portefeuille, l'ex-aviateur Hermann Goering, homme de liaison entre le NSDAP, la bourgeoisie d'affaires et le grand capital, et un seul ministre de plein exercice. Les nazis étaient des enfants, et Papen se frottait les mains.

Et puis, après tout, la droite avait l'habitude de gouverner avec l'extrême droite dans cinq Länder. Par bonheur, nulle prévention, nul scrupule, nul tabou ne s'opposait à l'union des droites à l'époque, on restait libre de faire ses alliances sans être accusé d'être un SS. La SS existait déjà, certes, depuis 1925, mais c'était une milice politique comme une autre (les sociaux-démocrates en avaient bien une !), et elle était affectée à la protection des cadres supérieurs du parti. Papen, d'ailleurs, avait réparé une injustice et annulé l'interdiction des troupes de nervis du NSDAP édictée par son prédécesseur, ce bonnet de nuit janséniste de Brüning, toujours sinistre, obsédé par les économies budgétaires et rétif au sourire. Le Dr. Brüning avait fini par se dire, après deux ans de pouvoir, que les SA et les SS étaient un danger public, mais Papen, comme Hindenburg, ne faisait pas la différence entre des cogneurs d'extrême droite et des fanfares sociales-démocrates : si on interdisait les milices des nazis, alors il fallait faire de même avec les socialistes ! Il fallait traiter les extrêmes de la même manière — enfin, pas réellement : c'est avec les nazis que l'on dînait et que l'on souhaitait gouverner, pas avec le SPD.

En 2019, cela fait longtemps que Franz von Papen a tiré

1. Franz von Papen à son ami agrarien Ewald von Kleist-Schmenzin (DNVP), in Ewald von Kleist-Schmenzin, « Die letzte Möglichkeit. Zur Ernennung Hitlers zum Reichskanzler am 30. Januar 1933 (postum veröffentlicht) », in *Politische Studien*, 1959/10, S. 89-92, p. 92.

les enseignements de ses erreurs. Il s'est trompé : ce n'est pas Hitler qui a couiné, c'est lui. Un seul ministre nazi dans le gouvernement Hitler-Papen ? Oui, mais pas n'importe lequel : le Dr. Wilhelm Frick, juriste, qui a pris le portefeuille de l'Intérieur. Il était du reste titulaire du même ressort en Thuringe, dans le premier gouvernement d'union des droites entre nazis, libéraux, conservateurs, nationalistes, dès 1930. Dans tous les autres gouvernements de coalition entre les nazis et la droite, en Braunschweig et en Oldenburg, il en a été de même : le NSDAP n'a jamais demandé qu'une seule chose, le ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire, bien sûr, la maîtrise de tous les appareils de renseignement et de répression (police politique, police), mais aussi, dans le système allemand, le contrôle de l'éducation, de la maternelle à l'enseignement supérieur. Une marotte étrange, mais cela leur faisait tellement plaisir ! Tant que les portefeuilles les plus importants, ceux de l'économie et des finances, restent entre de bonnes mains... C'était d'ailleurs le cas le 30 janvier 1933, où l'économie fut confiée au Dr. Alfred Hugenberg, célèbre magnat des médias.

Papen et ses amis, qui se targuaient d'être si intelligents, auraient toutefois dû examiner de plus près ce que les nazis avaient, partout, fait grâce à leurs ministres de l'Intérieur. C'est ce qu'il vient dire à la CDU en 2019, car l'histoire se répète : des élections viennent précisément de se tenir en Thuringe, ce Land dominé par le Dr. Frick entre 1930 et 1933. Le scrutin du 27 octobre 2019 est une catastrophe pour la droite (la CDU perd 12 points), pendant que l'*Alternative für Deutschland* (AfD) en gagne presque 13. Cela dit, grâce aux gains des libéraux (FDP), qui progressent de 2,5 points et entrent ainsi au Landtag, un espoir subsiste d'enlever le Land à la gauche. Les calculs sont vite faits : 21,7 % de CDU, 5 % de FDP et 23,4 % d'AfD, cela fait 50,1 %, soit une majorité absolue, courte, certes, mais incontestable. C'est tentant : le Land de Thuringe, tenu par la CDU depuis la « réunification¹ », est gouverné depuis 2014 par une alliance jugée

1. Le territoire allemand issu des actes constitutionnels de 1990 n'a jamais existé auparavant, ce qui rend le vocable de *réunification* impropre. Les historiens allemands ne parlent pas de *Wiedervereinigung*, mais de *Übernahme* ou d'*Anschluss*.

insupportable entre *Die Linke*, l'équivalent de LFI, le SPD (parti frère du PS) et les Verts. La droite a hurlé à l'alliance contre-nature, à la compromission immorale, à la trahison des électeurs. Avec 46 députés, cette alliance de toutes les gauches faisait face à 34 députés CDU et 11 députés de l'AfD, soit 45 sièges, si seulement on avait pu les additionner ! En 2019, on décide de ne plus s'en priver : l'union des droites, avec les 22 sièges de l'AfD, totalise 48 députés, face aux 42 mandats de la gauche unie. C'est acté : le 5 février 2020, le libéral Thomas Kemmerich (FDP) est élu *Ministerpräsident* du Land de Thuringe avec les voix de son parti, de la CDU et de l'extrême droite. Björn Höcke, ancien professeur d'histoire en lycée, chef de l'AfD thuringienne, jubile, car la digue est tombée, et le barrage, que l'on appelle *Brandmauer* en Allemagne, le mur coupe-feu, n'est plus.

Le voyage berlinois de von Papen n'a cependant, semble-t-il, pas été vain. Son témoignage poignant a fait réfléchir les dirigeants de la CDU, dont la droitisation ne semblait plus vouloir prendre fin. Ils ont entendu Papen leur rappeler que la droite a été dévorée par les nazis : le *Superminister* de l'économie, le très puissant Alfred Hugenberg, a été anéanti en moins de six mois. Il a dû démissionner dès juin et, dans les mois qui ont suivi, céder son fabuleux empire médiatique, celui-là même qui avait imposé, depuis les années 1920, tous les thèmes, raisonnements et slogans de l'extrême droite à longueur d'éditos biaisés, de reportages frelatés et d'actualités cinématographiques partiales.

Friedrich Merz et consorts ont écouté avec compassion le revenant de Weimar raconter comment il avait été marginalisé, placé sous surveillance par cette SS qu'il avait re-légalisée en juin 1932, puis avait échappé de peu à un assassinat en règle lors de la nuit des longs couteaux, deux ans après ce coup de pouce décisif aux nazis. C'était Anchise aux Enfers, racontant sa fuite lamentable hors de Troie prise par les flammes. Lors de cette fameuse nuit, qui avait duré trois jours, le temps d'un sac, Papen avait vu disparaître deux de ses plus proches conseillers : Edgar Jung, arrêté par la Gestapo puis porté disparu (son corps n'a jamais été retrouvé), ainsi qu'Herbert von Bose, assassiné dans son bureau du Palais Borsig, siège

de la vice-chancellerie du Reich, par un petit commando SD. Son successeur à la chancellerie, le général Kurt von Schleicher, a quant à lui été criblé de balles à son domicile par les hommes d'Himmler qui ont, pour faire bonne mesure, également abattu son épouse, Elisabeth. Un massacre. C'est cela, l'extrême droite, mes jeunes amis, leur avait-il dit.

Alors Merz, l'homme de *Blackrock* en Allemagne, a, la mort dans l'âme, intimé l'ordre à ses troupes de retirer leur soutien au président libéral de Thuringe. Pour éviter d'être renversé par une motion de censure, Thomas Kemmerich, élu le 5 février, a démissionné le 8. La droite a dû accepter de tolérer un gouvernement minoritaire de gauche, présidé par le *Linker* Bodo Ramelow, qui s'est ainsi succédé à lui-même.

Papen, soulagé, a pu faire les 700 kilomètres de la route du retour, vers le cimetière de Wallerfangen. L'homme, âgé de 140 ans en 2019, a rendu ce qu'il estimait sans doute être l'ultime service à son pays. De fait, c'est bien une pierre tombale au nom de *Franz Joseph Friedrich Hermann Michael Maria von Papen*, né en 1879 et mort nonagénaire en 1969, qui a fait le voyage, en compagnie du « Centre pour la beauté en politique », un collectif d'activistes qui n'en était pas à son premier coup d'éclat¹. La police de Berlin a recueilli la pierre et ouvert une enquête pour « violation de sépulture » et « atteinte à la paix des morts », sur le fondement de l'article 168 alinéas 2 et 3 du Code pénal allemand². Le collectif artistique avait précisé, dans son communiqué de presse, que l'ex-chancelier souhaitait « discuter avec la droite des dangers encourus lorsque l'on se compromet avec les fascistes, et examiner si l'on peut, en les associant au pouvoir, domestiquer, démasquer ou maîtriser les ennemis de la démocratie ». Le collectif déplorait également que « celui qui a rendu Hitler possible » s'en soit tiré « avec quatre ans de prison », une peine bien douce pour les « millions de morts dans toute l'Europe », avant de vivre « la belle vie dans son château » : « Voilà ce que l'on appelle "culture de la mémoire" dans notre pays³ ».

1. « Symbolische Aktion — Grabstein Franz von Papens vor CDU-Parteizentrale abgelegt », *Saarbrücker Zeitung*, 7.12.2019.

2. § 168-2 et 168-3 StGB, « Störung der Totenruhe ».

3. « Von Papens Totenruhe », in *Die Tageszeitung/taz*, 7.12.2019.

Le happening politico-artistique de ce monument funéraire en vadrouille a mis en évidence que Franz von Papen est, littéralement, un revenant. La pierre tombale qui scelle sa sépulture n'est manifestement pas assez lourde pour empêcher qu'il ne revienne hanter la vie politique allemande. Cette histoire n'est pas finie, car les protagonistes de 2019 sont encore là. Lors des élections du 1^{er} septembre 2024, l'AfD de Thuringe a obtenu 32,8 % des voix, à la grande satisfaction de Björn Höcke. Deux mois auparavant, le 1^{er} juillet 2024, il avait été condamné par le *Landgericht* de Halle à une amende de 16 900 euros pour avoir crié, en meeting, une des devises de la SA, « *Alles für Deutschland* ». Le *Oberstudienrat* en histoire, l'équivalent de professeur agrégé, avait plaidé l'ignorance, ce qui n'avait guère convaincu la cour. Il était improbable qu'un enseignant d'histoire, manifestement très intéressé par la période du III^e Reich, ne sût pas ce qu'il disait¹.

INTRODUCTION

Weimar est une histoire si vivante qu'elle ressuscite les morts et qu'elle n'en finit plus d'interroger l'Allemagne et, au-delà, toutes les démocraties qui, avec la séquence 1932-1933, avec von Papen et Hitler, mais aussi avec Schleicher, Hindenburg, Hugenberg et Thyssen, sont confrontées à leur finitude. Si la Grande Guerre a enseigné aux civilisations qu'elles sont mortelles, la fin de la République de Weimar a montré que la démocratie est périssable.

Weimar est un signifiant inépuisable. C'est d'abord la ville des poètes et des penseurs, des mécènes et des musiciens, où ont résidé Luther, Bach, Wieland, Goethe, Schiller, Liszt, Wagner, Nietzsche — et on en oublie. Ce fut là, début 1919, une des trois raisons qui conduisirent à choisir cette petite ville de Thuringe, guère plus peuplée que Fontainebleau et distante de 300 kilomètres de Berlin, pour accueillir l'Assemblée constituante élue le 19 janvier au suffrage enfin universel — masculin et féminin. Les députés logeaient dans les hôtels, dans les auberges, chez l'habitant, tandis que le gouvernement provisoire siégeait au château, à deux pas de la bibliothèque Anna-Amalia, splendeur rococo désormais classée au patrimoine mondial par l'Unesco, et du parc où Goethe herborisait dans son *Parkhaus*, résidence secondaire située à un petit kilomètre de sa demeure de ville, sur le *Frauenplan*. L'Allemagne montrait ainsi au monde son autre visage : celui de la *Weltliteratur*, des arts et de la philosophie, loin de Berlin et de Potsdam, des casques à pointe et

... Pour la suite lire le livre.. « Les irresponsables » de Johann Chapoutot